

demandions aux Nations Unies d'engager des contingents dans des missions de maintien de la paix et que, d'autre part, ceux-là même qui prennent la décision d'envoyer ces missions soient aussi ceux qui vendent les plus grandes quantités d'armes aux pays belligérants.

Nous sommes toutefois réalistes. Il s'agit, et nous le savons, d'une grosse industrie qui ne changera pas du jour au lendemain. Le Canada aimerait toutefois s'employer à modifier cette situation avec la collaboration d'autres pays. Nous pensons que le Japon souscrit à nos idées sur la question et que si ultérieurement d'autres membres du G-7 pouvaient reconnaître la précarité de leur situation en raison du commerce des armes avec certains de ces pays, nous pourrions, à mon avis, accomplir des progrès appréciables.

Je vous disais au début de mon allocution que mes remarques se limiteraient au volet politique du G-7. Cependant, si vous le voulez bien, je me permettrai de vous donner un avant-goût du discours que le Premier ministre prononcera demain. Vous me pardonneriez sans doute puisque le sujet que je vais aborder tient autant du politique que de l'économique.

Le Canada a beaucoup insisté pour que les dirigeants du G-7 examinent les institutions du système de Bretton Woods. Cette question prendra une place importante lors de nos discussions à Halifax, grâce au leadership du premier ministre Chrétien.

Les institutions de Bretton Woods ont été créées à une époque révolue. Bien qu'elles aient entrepris elles-mêmes quelques tentatives de réforme, celles-ci n'ont jamais été guidées par une direction politique claire et concertée. Le Sommet d'Halifax nous permet de donner ensemble au Fonds monétaire international [FMI] et à la Banque mondiale une vision claire.

Je vous parlais il y a quelques instants de l'émancipation de l'individu. Il est clair que le FMI et la Banque mondiale doivent se concentrer davantage sur l'individu et sur les conséquences de leurs décisions sur les populations concernées. Les interventions des institutions de Bretton Woods n'affectent pas seulement la stabilité du système macro-économique, elles affectent aussi la vie de millions d'individus. Le FMI et la Banque mondiale doivent travailler avec d'autres institutions régionales et avec les organisations non gouvernementales pour aider les individus à prendre en main leur destinée.

Les banques régionales de développement jouent aussi un rôle important à ce niveau. Les plus efficaces d'entre elles doivent absolument mieux coordonner leurs interventions avec celles de la Banque mondiale et du FMI.